



CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.5/L.80  
13 janvier 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. CONRAD BENE CONCERNANT  
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

DIAMARE  
21  
MAROUA  
0035/USCC/URDI

MAROUA 10 Décembre 1954

Situation du Conducteur Agricole  
ANDJONGO Mathieu

Monsieur le Chef de Service de  
l'Agriculture au Cameroun  
YAOUNDE.

Monsieur,

Nous venons par la présente élever une véhémement protestation contre la décision No 596 du 30 novembre 1954 du Chef Secteur Agricole du Nord affectant notre Camarade ANDJONGO Mathieu au poste de développement de produits de MOUTOURWA (Subdivision de KAELE).

ANDJONGO Mathieu est à Maroua depuis le 11 février 1950 où il a enseigné au Centre de Formation Agricole avec sortie de deux promotions d'assistants. Parti en congé de 6 mois en avril 1952, il est réaffecté à Maroua le 17 décembre 1952, malgré son opposition justifiée. ANDJONGO Mathieu compte aujourd'hui un séjour de 5 ans au Nord-Cameroun et 14 ans de service plein d'éloges, à tel point qu'il avait été désigné par le Chef de Service pour aller faire un stage de 3 mois de perfectionnement dans la culture du cacaoyer en Gold-Coast. ANDJONGO vient encore d'être nommé adjoint au Directeur du Centre de Formation Agricole malgré l'opposition violente de M. ELIAS, Chef de Secteur du Nord, et cela en raison de ses bonnes références de service. Nous pouvons prendre à témoin M. VAILLANT, bien qu'il ait pincé ses intentions par les passions politiques. Quand ANDJONGO Mathieu a été affecté à nouveau à Maroua, la direction lui avait signifié que cette affectation

était provisoire d'autant plus qu'il venait remplacer ZAMBOU Pierre parti en mission en France et finalement affecté à FOUMBAN après un court séjour de 2 ans au Nord.

Nous avons tenu à vous faire un rappel de références sur la situation administrative de notre camarade qui se trouve aujourd'hui frappé d'une mesure discriminatoire déguisée : en effet, le poste de MOUTOURWA qui convient à un assistant agricole est confié actuellement à un conducteur agricole à la suite des reproches politiques que venait de lui présenter avec échec M. VAILLANT. Cette lutte politique contre notre camarade a passé par plusieurs phases. En première phase, c'est le R.P. DESMOLIERES qui, chargé par le Chef de Région GEORGY de convertir ANDJONGO, se déclare prêt à lui conférer toutes les faveurs du monde si notre camarade abandonnait le syndicat C.G.T. pour créer le syndicat C.F.T.C. Malgré cette admonestation spirituelle, notre camarade se refusa à suivre une trajectoire tracée par les pouvoirs administratifs pour contrebalancer les aspirations ouvrières. Le R.P. DESMOLIERES ne manqua pas de lui faire connaître les dangers qu'il courait à refuser les "conseils" des autorités. En effet, la deuxième phase de la lutte s'ouvrait avec la demande d'explication faite par M. VAILLANT à notre camarade, explication cousue de fil politique et n'ayant aucun trait avec les activités professionnelles de notre camarade. La réponse réservée à cette demande d'explication dont vous avez dû en prendre connaissance vous édifiera mieux sur la texture politique de cette polémique. Après cette phase déjà active, s'ouvre une nouvelle ère : c'est la période d'attentat qui échoue aussi lamentablement que les premières méthodes. Ainsi donc, c'est l'échec de cette nouvelle phase de la lutte qui est la raison fondamentale de l'affectation de ANDJONGO Mathieu dans un poste situé à 80 kilomètres de tout centre, sans formation sanitaire importante, afin que les bandits accrédités arrivent à consommer valablement le crime qui a échoué à MAROUA. Car comment expliquer autrement cette affectation : le centre de formation agricole a bien besoin de personnel, ce qui explique aussi son affectation dans ledit service en décembre 1952. Ensuite l'assistant NGOUE Dieudonné qui n'a pas encore de poste aurait dû rejoindre le poste de MOUTOURWA qui lui convient en raison de ses connaissances techniques plus qu'à un conducteur agricole spécialisé dans les cultures de cacao qui est actuellement destiné à aller s'occuper de coton. Nous ne voyons pas bien le parallélisme entre le coton et le cacao et nous ne comprenons pas bien les raisons

de dépenses que votre service a fait occasionner au Territoire en envoyant se spécialiser dans une matière, un conducteur qui, au lieu de mettre en pratique ses connaissances se trouve dans l'obligation de faire quelque chose de moins rentable. Il faudrait donc avouer que votre service occasionne au Territoire des dépenses voluptueuses s'il faut admettre réellement que le camarade ANDJONGO, après trois mois de stage en pays étranger, ne peut plus être utile à son pays et à son service, indépendamment de sa volonté. Et l'ironie du sort a voulu aussi que ANDJONGO Mathieu soit placé sous les ordres de M. GIROD, Conducteur de 1ère classe depuis janvier 1954 alors que notre camarade est dans cette classe depuis 3 ans. Où est la légalité dans tout cela?

Il apparaît donc nettement que l'affectation de notre camarade ANDJONGO a une source très facilement dépisable : "se débarrasser de lui par tous moyens utiles" et il faut comprendre par là, puisque les autorités ne sont pas arrivées à le détourner de ses convictions, il faut donc l'exposer au gré des "bandits" pour ensuite se couvrir derrière cet argument : "il y a trop de bandits au nord et ils ne tuent pas que des politiciens".

Monsieur le Chef de Service, vous pouvez, avec le pouvoir discrétionnaire qui vous est dévolu en votre qualité de chef de service, faire reconsidérer cette décision, soit en l'affectant au Sud dans une station où il pourra mettre à profit ses connaissances en cacaoyer, ou l'affecter dans une autre subdivision, c'est-à-dire dans un centre où il pourra compter sur une "certaine" protection dans le cas où vous méconnaissiez vos premières appréciations sur ANDJONGO, ce qui serait pour le moins curieux. Si vous tenez à donner force exécutoire à la décision du chef de Secteur Nord, nous pourrions aussi considérer votre "complicité dans le complot monté contre notre camarade et vous seriez obligé d'être responsable de tout ce qui pourrait lui arriver éventuellement. Le public et l'opinion internationale seront informés. Mais nous sommes persuadés par avance de votre esprit de justesse et vous demandons d'intervenir pour que solution adéquate soit apportée aux revendications légitimes de notre camarade ANDJONGO dont l'état de santé de son épouse est toujours aléatoire.

Croyez, Monsieur, à l'assurance de notre haute considération.

— (signé) BENE CONRAD

Copies à

Président ATCAM  
Secrétaire Général Nations Unies  
Union Syndicats Confédérés Cameroun

-----